

Renseignements, savoir et pouvoir. Acteurs et techniques de la politique extérieure des villes

Strasbourg, Bâle et Berne au temps des guerres de Bourgogne (1468-1477)

Bastian Walter

Traducteur : Olivier Richard



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1292>

DOI : 10.4000/alsace.1292

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2011

Pagination : 455-549

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Bastian Walter, « Renseignements, savoir et pouvoir. Acteurs et techniques de la politique extérieure des villes », *Revue d'Alsace* [En ligne], 137 | 2011, mis en ligne le 01 octobre 2011, consulté le 05 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1292> ; DOI : 10.4000/alsace.1292

Renseignements, savoir et pouvoir. Acteurs et techniques de la politique extérieure des villes

Strasbourg, Bâle et Berne au temps des guerres de Bourgogne (1468-1477)¹

Cette étude examine les relations entre renseignements, savoir et pouvoir et traite de la signification de ces relations pour comprendre quels étaient les ressorts de la politique extérieure des villes dans le contexte des guerres de Bourgogne (1468-1477), qui contribuèrent à faire disparaître de la carte la principauté bourguignonne.

Le travail part de la supposition suivante : la position éminente des trois villes étudiées ici, Strasbourg, Bâle et Berne se fondait pour une part importante sur le fait que leurs élus et officiers bénéficiaient d'un niveau élevé de renseignements et de connaissances.

La thèse centrale de ce travail est que l'étude des renseignements, de leurs porteurs et leur gestion, de leur communication et leur acquisition, ainsi que de leurs utilisations ou, au contraire, de la volonté de les garder secrètes, peut contribuer à une meilleure compréhension du fonctionnement de la politique extérieure des villes du Moyen Âge. On peut considérer les renseignements comme des éléments du savoir, lui-même vu comme le fondement du pouvoir. Par ailleurs on part du principe que les alliances, comme celles que les confédérés et les villes impériales du Rhin supérieur

1. «*Informationen, Wissen und Macht. Akteure und Techniken städtischer Außenpolitik: Bern, Straßburg und Basel im Kontext der Burgunderkriege (1468-1477)*», thèse soutenue en janvier 2011 à la Westfälische Wilhelms-Universität Münster, sous la direction du Prof. Dr. Martin Kintzinger (2^e examinateur : Prof. Dr. Christian Hesse, université de Berne).

conclurent contre la Bourgogne et ses coalisés en avril 1474, sont un système de liens personnels, qui se nouent par le biais d'un système d'échanges d'informations se fondant sur la réciprocité et se solidifient. C'est pourquoi les acteurs de la politique extérieure et la façon dont ils échangeaient des informations sont placés ici au centre de l'étude.

Ainsi le premier chapitre examine les acteurs et leurs motivations politiques et personnelles spécifiques dans la lutte contre la Bourgogne. Leurs tâches étaient de traiter les informations et de les transformer en savoir, en vue d'envisager différentes options d'action : ces possibilités de choix expriment un pouvoir en même temps qu'elles le fondent. Dans ce contexte, les acteurs politiques sont compris comme porteurs de savoir, qui élargissaient constamment leurs connaissances en récoltant et traitant en permanence des informations. Ce faisant, ils renforçaient tout autant leur propre domination politique comme sociale, qu'ils consolidaient la position de leur cité et de ses alliés. L'existence de certaines commissions composées de membres du Conseil, comme par exemple les « Treize » à Bâle ou Strasbourg, favorisait la mise en place d'une ligne politique commune ainsi que l'institutionnalisation de la politique extérieure. Il leur incombait des tâches essentielles dans la préparation, la réalisation et la révision de la politique extérieure. Ces commissions permettaient aux conseillers de se spécialiser dans certains ressorts et ainsi d'approfondir constamment leurs connaissances des questions diplomatiques. L'analyse de la composition de ces commissions montre que dans les trois villes les personnes participant au pouvoir pratiquaient ou avaient pratiqué le [grand] commerce. Ainsi, en plus de la volonté de ne pas perdre leur influence politique présente (pour Strasbourg et Bâle) ou envisagée dans le futur (surtout pour Berne) dans les territoires donnés en gage au duc de Bourgogne, une des clés pour comprendre la politique qu'ils menaient et qui était dirigée contre la Bourgogne, est la poursuite d'intérêts mercantiles. Cependant il est difficile de faire la part entre intérêts personnels et politiques, et l'on ne peut comprendre la politique extérieure menée par les villes que lorsqu'on connaît les personnes qui la concevaient, l'influençaient et la mettaient en œuvre en fonction de leurs connaissances et de leurs intérêts. Ainsi, le fait que les délégués des trois villes étudiées, présents aux assemblées des villes de la Confédération et du Rhin supérieur, étaient presque toujours les mêmes, contribuait beaucoup à construire une relation de confiance et à rendre la cohésion encore plus forte. En même temps, les diplomates se rendaient de cette façon indispensables, dans la mesure où les cités étaient complètement dépendantes de leur connaissance de l'état des négociations, des thèmes abordés ainsi que de leurs vastes réseaux de relations personnelles.

Pour le traitement des informations et leur intégration dans la somme des savoirs militaires et politiques, les délégués pouvaient compter sur l'aide

précieuse du personnel des chancelleries de leur ville d'origine, qui sont l'objet du deuxième chapitre du travail. Comme courroie de transmission entre les politiques intérieure et extérieure de la ville, c'est aux chancelleries que revenaient les tâches essentielles de produire, gérer et archiver le flux d'informations entrant comme sortant. On peut les décrire comme des « réservoirs de savoirs », dans lesquels les conseillers pouvaient puiser et qui représentaient ainsi une base importante pour la position de leurs villes ; enfin c'étaient les chancelleries et leurs personnels qui mettaient à disposition les masses de connaissances dans la forme voulue et au moment voulu. Avec les conseillers, ils structuraient la politique extérieure de la ville, la coordonnaient et la révisaient. Ainsi, ils contribuaient largement à consolider le pouvoir de leur ville et de ses alliés et à instaurer des relations de confiance et une forte cohésion entre les partenaires de l'alliance.

Promouvoir la confiance et la cohésion passait par les relations personnelles entre des membres des conseils des villes étudiées ainsi que par les contacts que nouaient leurs secrétaires municipaux, qui sont au cœur du troisième chapitre et n'ont jusqu'à présent pas encore fait l'objet de recherches approfondies. En effet, ces contacts permettaient de multiples manières d'influencer les partenaires de communication ainsi que de se procurer et de transmettre des informations hors de la table de négociations. Ils permettaient également de mieux coordonner et imposer une politique commune. Cependant, l'analyse des contacts révèle qu'il est difficile, pour ce champ d'étude et à cette époque, d'assimiler « informel » et « inofficiel », dans la mesure où la distinction entre la fonction et la personne n'était pas établie nettement. Au contraire, en particulier en temps de crise, les autorités demandaient et soutenaient même la prise de contacts personnels et leur intensification.

L'étude se tourne alors vers les différentes techniques qui permettaient aux groupes dirigeants des trois villes et à leurs alliés d'établir leur position dominante, voire de la renforcer. Les messagers, en tant que passeurs d'informations, représentaient de ce point de vue des adjuvants essentiels. En effet, ces officiers ultra-spécialisés, qui représentaient de manière visible les autorités urbaines, jouaient un rôle central pour l'entretien des relations entre les partenaires d'alliance et de communication. Cependant, leur fonction ne se limitait pas à simplement transmettre les informations ; ils assuraient bien plutôt des tâches parfois importantes dans le domaine de l'acquisition de renseignements. Aussi n'est-il pas étonnant qu'ils aient été soumis au contrôle des Conseils – contrôle qui exprime sans doute le désir de ces derniers de garder la haute main sur les renseignements et les connaissances stratégiques.

Mais leur contrôle ne s'arrêtait pas aux messagers, à leur façon de travailler et aux vitesses de transmission des informations, mais il portait sur la nature même des informations. En effet, en particulier en temps

de guerre, il importait de manier les renseignements avec précaution. L'analyse de la poste aux armées, entreprise ici pour la première fois, en est un exemple frappant. Enfin les conseillers savaient par expérience que chaque information acquise sur l'ennemi pouvait guider leur propre action. C'est pourquoi le chapitre suivant est centré sur les possibilités qui leur étaient données de se procurer des informations. Cela paraît d'autant plus important que jusqu'à présent les historiens se sont concentrés sur la transmission et la diffusion des informations, qui contribuaient à assurer le pouvoir des détenteurs d'autorité et le légitimaient, mais qu'ils ont négligé un élément essentiel du processus : l'acquisition des informations. Cela ne laisse pas d'étonner, puisque cette étape, ainsi que tout ce qui touche à l'espionnage, était un préalable nécessaire à la transmission et à la diffusion, et doit être considérée comme une clé importante pour comprendre la politique extérieure. Pour satisfaire leur besoin d'informations, les organes de gouvernement pouvaient d'un côté recourir à de nombreuses sources occasionnelles telles que les marchands, les aubergistes, les clercs, les prisonniers ou les transfuges. Alors que ces canaux étaient souvent alimentés grâce à des relations personnelles, il en allait de façon fort différente avec les espions. Ceux-ci étaient en effet des officiers hautement professionnels, qui avaient pour tâche de se procurer des informations sur l'ennemi ; ils sont appelés « éclaireurs » (*Kundschafter*) dans les sources. Les conseillers recevaient ainsi les informations, les traitaient avec les secrétaires municipaux et les transformaient en savoir. En effet le savoir doit être considéré comme le fondement des actions politiques et militaires qu'ils entreprenaient seuls ou avec leurs partenaires d'alliance contre le duc de Bourgogne et ses alliés.

Une des techniques employées pour la transmission d'informations était les *zedulae inclusae*, auxquelles le dernier chapitre de l'étude est consacré. Ces écrits de petit format et anonymes, insérés dans les missives, ont jusqu'à présent été largement négligés par les historiens. Leur contenu est la plupart du temps qualifié de « secret ». En les utilisant, leurs auteurs cherchaient à gagner la confiance des destinataires, qu'ils pouvaient persuader de l'importance de leurs requêtes, tout en créant un sentiment de solidarité. En même temps, les « secrets » communiqués dans les *zedulae* contribuaient à coordonner les actions militaires et de politique extérieure de la coalition anti-bourguignonne. Cette idée que les informations pouvaient cimenter la cohésion dans l'alliance est confirmée par le cas inverse : lorsque le flux d'information était ralenti pour obliger le ou les destinataires à rester sur le qui-vive. Aussi peut-on décrire la communication et la rétention d'informations comme des instruments importants au service de la puissance des villes étudiées. Cela permet de comprendre pourquoi la communication des informations n'était pas réservée aux alliés dans la guerre contre la Bourgogne : au contraire, on en diffusait également – après un certain laps de temps – à des responsables

politiques qui n'étaient pas directement impliqués dans le conflit. La nature des informations choisies pour cela, ainsi que la façon dont elles étaient mises en relief révèlent une signification supplémentaire des informations, celle d'instrument de propagande.

La conclusion de l'étude part de cette vision de l'information comme instrument de propagande pour décrypter les conditions de production et d'usage des chroniques d'histoire récente de l'époque. En effet, il est intéressant de remarquer que ce sont les mêmes acteurs, comme le secrétaire-adjoint bernois Diebold Schilling, le secrétaire de campagne strasbourgeois Hans Erhard Düscher ou le secrétaire municipal bâlois Nikolaus Rüscher qui, après la fin des guerres de Bourgogne, firent passer à la postérité, en tant qu'auteurs de chroniques, une perspective du conflit servant les intérêts de leur cité. Finalement, les villes savaient comment traiter et systématiser les informations pour les transformer en savoir collectif. De cette façon, elles réussissaient à s'assurer, et ainsi à sauvegarder, aussi bien leur savoir que leur position dominante et celle de leurs alliés dans les guerres de Bourgogne. Cela est d'autant plus remarquable que leur vision du conflit continue aujourd'hui encore à influencer une partie des historiens.

Traduit par Olivier Richard